



Présidentielle et réseaux de soins : qui est pour, qui est contre

Questionnés par Carte Blanche Partenaires, 6 candidats à la présidentielle ont livré leur vision du système de santé en général et des réseaux de soins en particulier. Certains ont des positions plus tranchées que d'autres, qui restent un peu dans le flou.

Six candidats à l'élection présidentielle ont été interrogés par Carte Blanche Partenaire sur leur programme santé et plus particulièrement sur la place et le rôle qu'ils souhaitent donner aux réseaux de soins. Emmanuel Macron, François Fillon, Benoit Hamon, Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan défendent des points de vue plus ou moins marqués. Tous veulent mettre fin aux déserts médicaux par l'augmentation du numéris clausus et tous souhaitent une rénovation de l'exercice de la médecine libérale. La modération des frais de santé constitue également un engagement largement partagé par les candidats. Emmanuel Macron, Marine Le Pen et François Fillon envisagent une négociation entre l'Assurance maladie et les complémentaires santé pour permettre une meilleure prise en charge des assurés. Benoit Hamon veut quant à lui engager une politique de réduction des prix en optique, dentaire et audio sur le modèle des mesures de la loi Consommation qu'il a impulsée lorsqu'il était au gouvernement. Et qu'en est-il des réseaux ? Quatre des six candidats se prononcent en faveur des réseaux de soins ouverts. Benoit Hamon y voit "un bel exemple d'un partenariat gagnant-gagnant pour augmenter l'accès aux soins et faire baisser la facture de l'assuré" et Nicolas Dupont-Aignan "une belle initiative qui oriente les français vers les meilleurs soins". Si Emmanuel Macron et François Fillon se déclarent tous deux opposés aux réseaux fermés, leurs positions respectives varient sur les réseaux ouverts : "nous ne reviendrons pas sur les réseaux de soins ouverts", assure le leader d'En Marche, tandis que le candidat du centre et de la droite, plus flou, fait valoir que "les réseaux de soins (ouverts), sous certaines conditions, peuvent être une solution" pour faire baisser les prix et le reste-à-charge. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon affichent l'un comme l'autre, mais pour des raisons différentes, leur totale opposition aux réseaux, qu'ils soient ouverts ou fermés. Marine le Pen parce qu'elle dit ne pas accepter "que les complémentaires santé s'immiscent à un tel niveau dans l'organisation du système de santé" et Jean-Luc Mélenchon parce qu'il rejette le principe même des réseaux, "incompatibles avec sa volonté d'une disparition des complémentaires santé et d'un remboursement des soins à 100% par l'Assurance maladie".